



~ VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L 211.1 et suivants et R 211.1 et suivants,

~ VU la délibération du Conseil Municipal en date du 2 juin 1987 instituant le droit de préemption urbain, modifiée le 29 juin 1993.

~ VU la délibération du Conseil Municipal en date du 06 septembre 2005 approuvant le Plan Local d'Urbanisme et modifiant le champ d'application du droit de préemption urbain.

~ VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-22, l'alinéa 15 portant sur la délégation de l'exercice du droit de préemption urbain.

~ VU l'arrêté n° 10 – 2020 en date du 27 mai 2020 portant délégation de fonctions et signature au 1^{er} adjoint en charge de l'urbanisme.

~ VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner n° **46/URBA/2022** déposée le 13 décembre 2023 par Maître Elodie COCHE, notaire, 2 rue Childebert, 69002 LYON concernant un bien cadastré ZI n° **237 (5 a 83 ca)** et ZI n° **238 (17 a 77 ca)**, **46 rue Elsa Triolet, 69360 COMMUNAY** appartenant à la **SCCV CHARVAY**, représentée par Yohann PATET, 14 chemin de la Plaine, 69390 VOURLES.

~ Considérant que l'acquisition dudit bien ne présenterait aucun intérêt pour la Commune de COMMUNAY, pour permettre la création d'espaces verts publics, la réalisation de logements sociaux ou d'équipements collectifs, la restauration de bâtiments, la rénovation de quartier ou encore la constitution de réserves foncières.

DECIDE

ARTICLE 1^{er} :

La Commune de COMMUNAY renonce purement et simplement à l'exercice du droit de préemption dont elle est titulaire, concernant le bien immobilier désigné ci-dessus, ayant fait l'objet de la Déclaration d'Intention d'Aliéner enregistrée sous le n° **46/URBA/2023**.

ARTICLE 2^{ème} :

La présente décision sera notifiée au déclarant dans les délais et dans les formes prévues aux articles R 211.7 et suivants du Code de l'Urbanisme.

A Communay, le 15 décembre 2023
Pour le Maire et par délégation,
L'Adjoint en charge de l'urbanisme,
Patrice BERTRAND.



Le Maire de Communay :

*- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de son affichage.*

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr »